

Enquête sur les effets du gel des dépenses de communication de l'État

Plus d'un journaliste sur deux (56 %) s'inquiètent d'un risque pour la qualité de l'information des citoyens

Six mois après l'annonce de la réduction des dépenses de communication de l'État par le Premier ministre Sébastien Lecornu, le 23 septembre 2025, l'agence CorioLink a interrogé les journalistes sur les effets concrets de cette mesure. Plus d'un journaliste sur deux craint pour la transparence (53 %) et la qualité de l'information des citoyens (56 %), et une large majorité (60 %) redoute une dégradation durable de l'accès à l'information publique.



Pierre Alibert, co-fondateur de l'agence de communication CorioLink : « Avec cette enquête, nous avons souhaité objectiver les effets de la réduction des dépenses de communication de l'État auprès d'observateurs de premier plan que sont les journalistes. Les résultats sont sans appel : ces arbitrages budgétaires fragilisent directement l'accès à une information publique fiable, accessible et de qualité. Au-delà de la question des moyens financiers, c'est un pilier démocratique qui est mis sous tension. Dans un environnement informationnel saturé, marqué par la montée des fake news et des manipulations, affaiblir la communication publique revient à laisser le champ libre aux approximations, aux rumeurs et aux contre-vérités. À l'inverse, une information publique solide et rigoureuse constitue un rempart indispensable contre la désinformation. Il est aujourd'hui impératif de la sanctuariser et de garantir les moyens d'un dialogue entre les institutions, les citoyens et les médias. »

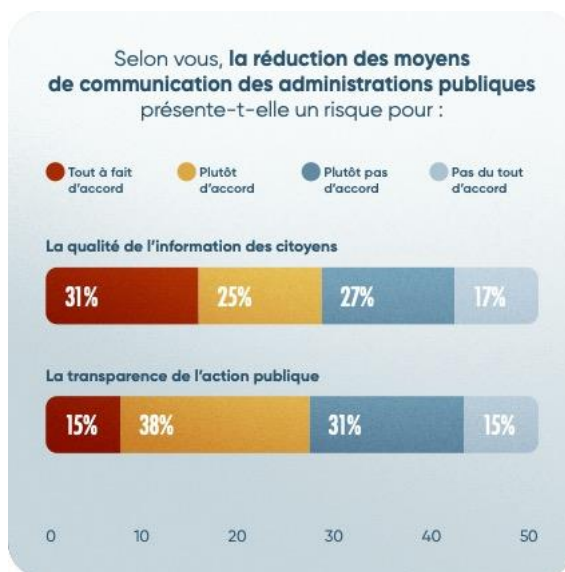
Une transparence et qualité de l'information des citoyens remise en question

Si 42 % des journalistes estiment que la coupe des dépenses de communication est une décision nécessaire dans le contexte budgétaire actuel, **58 % pensent qu'elle induit des répercussions néfastes.**

Dans le détail, un tiers (35 %) évoque une décision préoccupante pour le débat démocratique et l'information des publics et 23 % une décision compréhensible mais aux effets problématiques.

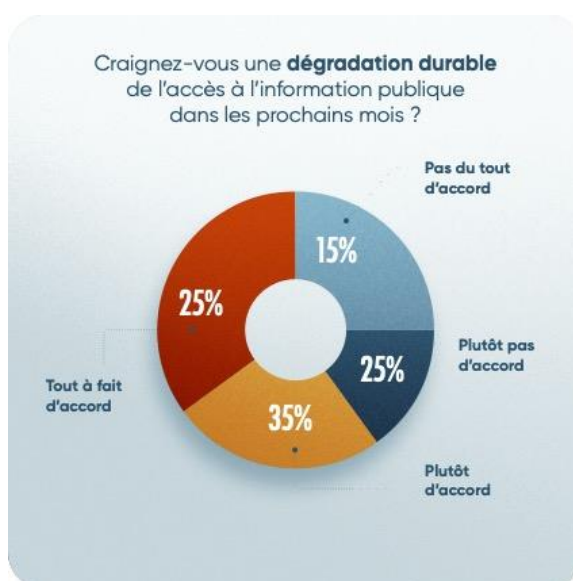


Autres conséquences des coupes budgétaires : **56 %** des journalistes considèrent que cette mesure **nuît à la qualité de l'information des citoyens** et **53 %** pensent également qu'elle **affecte la transparence de l'action publique**.



Une perspective de dégradation durable de l'accès à l'information publique

Appliquée à partir de septembre 2025, la directive de restriction budgétaire se poursuit en 2026, avec **une ambition de réduction de 20 % des dépenses de communication**. Cette mesure fait craindre à 60 % des journalistes interrogés une dégradation durable de l'accès à l'information publique.



Les relations presse, rouage indispensable de l'information publique

Sur les priorités des investissements à préserver pour l'information des publics, le maintien **les relations presse arrive en tête pour 46 %** des répondants. **Les campagnes de communication auprès du grand public** (spot TV et radio, achat d'espaces publicitaires) se placent en seconde position avec **25 %** et **l'événementiel** complète le podium (**8 %**). **17 % des journalistes estiment que les efforts doivent porter sur l'ensemble de ces postes.** À noter que les sondages d'opinion ont fait l'objet d'aucune mention.



Si certaines campagnes (santé publique, recrutements de la fonction publique) ont été pour l'heure exemptées, **44 %** des journalistes interrogés estiment que d'autres thématiques devraient bénéficier d'un maintien des investissements : **actions gouvernementales et services publics, communications auprès des consommateurs ou encore actualités relatives à l'environnement.**

Un risque de détournement des informations officielles

Face à ces nouvelles contraintes, plus de la moitié des journalistes (**56 %**) ont déjà adapté leurs pratiques en **contactant par exemple d'autres sources ou en utilisant des canaux informels**. 24 % le font fréquemment et 32 % occasionnellement.

Si 53 % des journalistes interrogés n'ont pas observé d'évolution sur la qualité des réponses transmises par les services publics, **33 % ont relevé des retours moins précis et moins complets.**



Néanmoins, interrogés sur la disponibilité des porte-paroles pour répondre à leurs sollicitations, **59 % des journalistes indiquent ne pas avoir remarqué de changement** même si **33 % ont observé une légère baisse de leur disponibilité**. Enfin, sur les délais de réponses à leur demande, ils sont **24 % à constater un traitement plus long** qu'auparavant contre **38 % qui estiment ces derniers globalement inchangés** et 36 % très variables en fonction des administrations.

Pour toute demande d'interview ou de précisions :

Céline Surget : celine.surget@coriolink.com – Tél : 07 48 72 83 37

Méthodologie

Enquête réalisée par CorioLink, via un questionnaire auto-administré, à laquelle 52 journalistes ont répondu entre le 3 au 30 mars 2026. 67 % des journalistes sont issus des médias nationaux et 33 % des médias régionaux ou locaux. 25 % d'entre eux couvrent des sujets économiques et sociaux, 19 % des collectivités territoriales, 13 % des sujets société, 12 % du secteur public, 6 % de sujets politiques, 4 % des médias/de la culture et 2 % de l'environnement (autres thématiques : 19 %).

À propos de CorioLink

Créée en 2014, CorioLink est l'agence conseil spécialiste des sujets économiques, sociaux, corporate, politiques, institutionnels et de crise ; sujets pour lesquels nous développons des stratégies d'influence grâce à une offre globale en communication et affaires publiques.

www.coriolink.com